

LA MÈRE DU TERRORISTE AYANT TUÉ UN RABBIN

DIT QUE SON FILS EST 'UN HÉROS'

Times of Israel, 27 juillet, 2016

La mère d'un terroriste palestinien qui a tué le rabbin Miki Mark dans une fusillade menée depuis son véhicule, en Cisjordanie, le 1er juillet a fait l'apologie de son fils. Ce dernier a été tué dans une opération nocturne de Tsahal, dans la nuit de mardi à mercredi. La mère de Muhammad al-Fakih a dit à Hamas TV que son fils « était un héros et un homme qui voulait mourir en tant que shahid [martyr] et a réussi à le faire », selon la Dixième chaîne.

La famille du terroriste palestinien affirme que les forces de sécurité palestiniennes ont donné à Israël son emplacement, rapporte la radio israélienne. Le responsable palestinien Saeb Erekat a déclaré que la mort de Fakih est un « crime », d'après le rapport de la radio. Fakih est mort dans le village de Cisjordanie de Surif, au nord de Hébron, tôt mercredi matin quand les Forces de défense israéliennes ont tiré des missiles anti-chars avant de démolir la maison dans laquelle il s'était replié.

L'armée a déclaré que les trois autres membres de la cellule - le frère de Fakih, Sahir, leur cousin Muaz Fakih, et Mohammed Omaireh - appartiennent tous au groupe terroriste du Hamas, qui gouverne la bande de Gaza et a vu sa popularité augmenter en Cisjordanie. Mark a été tué le 1er juillet dans une attaque terroriste qui a également gravement blessé sa femme. Deux de ses enfants ont également été blessés au cours de l'attaque.

**DES FONDS DU DEPARTEMENT D'ETAT DANS
LA CAMPAGNE CONTRE NETANYAHOU**

Pascale Zonszain

Rubrique Israël, 22 juillet, 2016

C'était en 2014. L'administration américaine avait entrepris une nouvelle tentative pour relancer le processus de paix israélo-palestinien. Tandis que les choses avançaient tant bien que mal, le Département d'Etat décidait de promouvoir une campagne de communication auprès des opinions israélienne et palestinienne. Un budget de 350 000 dollars était alloué à l'association israélienne "One Voice" pour l'organisation d'événements et de dialogue. Au bout de quelques mois, le processus tournait court après le refus de l'Autorité Palestinienne de reprendre les négociations sans condition préalable. Parallèlement, la crise politique interne israélienne conduisait en décembre à la dissolution de la Knesset et à la tenue d'élections anticipées.

"One Voice", qui se retrouve avec un budget et des moyens inutilisés, décide alors de les employer pour soutenir Itzhak Herzog, qui se présente contre Binyamin Netanyahu. Elle se met à la disposition de l'association V15 qui va se lancer en campagne contre le chef du gouvernement sortant. A l'époque, le Likoud avait accusé l'Union Sioniste de profiter de fonds étrangers, sans que l'affaire aille plus loin. Mais voilà qu'une commission d'enquête du Sénat américain vient de confirmer que l'argent du Département d'Etat s'était bien retrouvé dans la campagne électorale israélienne. Les deux sénateurs, républicain et démocrate, ont reconstitué le mouvement des fonds et critiqué l'action de l'administration

Obama.

Il existe une ligne rouge fixée depuis des décennies dans la politique américaine : les Etats-Unis ne doivent jamais intervenir ou tenter d'influer sur le processus électoral d'un autre pays, et encore moins d'un allié. Pourtant, les rapporteurs ont écarté tout soupçon de manœuvre illégale ou délibérée. C'est apparemment la négligence d'un fonctionnaire du Département d'Etat qui est à l'origine de la dérive. L'association israélienne l'avait averti par écrit de son intention d'employer l'argent dans la campagne. Le fonctionnaire américain n'avait jamais ouvert le courrier.

ISRAËL SOUTIENT LE « PROCESSUS DEMOCRATIQUE » EN TURQUIE

Times of Israel, 16 juillet, 2016

Israël a exprimé samedi son soutien au « processus démocratique » après la tentative de coup militaire en Turquie, pays avec lequel l'Etat hébreu vient de signer un accord de réconciliation. « Israël respecte le processus démocratique en Turquie et compte sur la poursuite du processus de réconciliation entre la Turquie et Israël », a déclaré un porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, Emmanuel Nahshon, dans un communiqué.

Israël et la Turquie ont conclu fin juin un accord de réconciliation qui a mis fin à six ans de brouille après un assaut en 2010 de commandos israéliens contre le Mavi Marmara, un navire affrété par une ONG humanitaire turque pour tenter de briser

le blocus imposé par Israël à la bande de Gaza. Cette opération s'était soldée par la mort de 10 Turcs.

La réconciliation entre les deux pays, qui étaient de proches alliés régionaux jusqu'en 2010, a d'importantes implications économiques et stratégiques. Israël qui a commencé à exploiter des réserves gazières en Méditerranée cherche en particulier des débouchés pour ce gaz. La Turquie veut de son côté retrouver une influence régionale sur le déclin en renouant avec ses anciens alliés, la Russie et Israël. L'armée turque a annoncé samedi matin la fin de la tentative de putsch de la part de militaires rebelles contre le président Recep Tayyip Erdogan.

CANADA : UN ARTICLE JUSTIFIE L'EXTERMINATION DES JUIFS DURANT LA SHOAH

Times of Israel, 25 juillet, 2016

La communauté juive canadienne s'est indignée suite à la publication d'un article remettant en cause la Shoah dans un mensuel publié en langue arabe. Cet article était intitulé « La question que tout le monde se pose : pourquoi Hitler a-t-il exterminé les Juifs ? », rapporte le site Radio Canada. Al Saraha dans son édition de juin-juillet a été publié dans la municipalité ontarienne de London où de nombreux citoyens ont pu avoir accès au contenu haineux de cette tribune.

Dans cet article, son auteur soutient que le nombre de victimes de la Shoah serait de 600 000 tout au plus et ne s'élèverait donc pas à 6 millions de victimes. Il sous-entend également que le traitement inhumain subit pas les Juifs pendant la

Seconde Guerre mondiale était, d'une certaine manière, justifié. Il explique que les Juifs étaient à l'origine de la crise économique de l'Allemagne dans les années 20 et que les Juifs promouvaient « tous les types de déviances sexuelles ».

L'article était issu d'un quotidien égyptien al-Masry al-Youm connu pour son antisémitisme, rapporte le National Post. Abdul Hadi Shala, l'éditeur du magazine, a expliqué qu'il ne partageait pas les opinions de cet article mais ne s'était pas rendu compte que le contenu poserait problème. « Les opinions exprimées ici ne sont que celles de l'auteur, pas les miennes », s'est-il justifié.

De son côté Michael Mostyn, président de l'association B'nai Brith Canada s'est dit scandalisé par la publication d'une telle tribune et a souligné l'inutilité de l'intervention de son éditeur. « Que ce soit ou non les convictions de l'éditeur, ce n'est pas le problème. Elles ont été relayées aux gens d'une communauté dans le but de les informer. Cet article explique pourquoi les Juifs devraient être tués. »

Le B'nai Brith a alerté la Première ministre Kathleen Wynne et la police qui a ouvert une enquête. La tenue de tels propos pourrait constituer un délit. C'est un membre de la communauté arabe du Canada qui a informé le B'nai Brith de la parution de cet article. « Les propos de ce genre pleins de haine, de préjugés et de mensonge n'ont aucune place dans notre société, » s'est révoltée la députée de London-Centre-Nord, Deb Matthews.

Le Parti libéral, dont Deb Matthews est issue, a déclaré qu'il ne fera plus de publicité dans le mensuel. D'autre part, le lien vers le journal qui existait à partir du portail d'immigration de la ville de London a également été retiré.

LE CHEF D'ETAT-MAJOR CANADIEN EST EN ISRAËL

Times of Israel, 26 juillet, 2016

Selon un communiqué de l'armée, le général J.H. Vance, chef d'Etat-major de l'armée du Canada, est arrivé lundi en Israël pour une visite officielle. Il est l'invité du chef d'Etat-major israélien, Gadi Eizenkot. Le général Vance a été reçu par une garde d'honneur, en présence d'Eizenkot. Leur rencontre, la première entre les deux hommes, se concentrera sur différents sujets d'intérêt commun, notamment la coopération opérationnelle et dans le domaine des renseignements à la lumière des menaces mondiales et régionales.

TURQUIE, EGYPTTE, AFRIQUE : COMMENT « L'INFLEXIBLE » NETANYAHU A DÉCROCHÉ UN TIERS GAGNANT

Ron Kampeas

Times of Israel, 23 juillet, 2016

La sagesse conventionnelle veut que gagner le sobriquet de « gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël » ne conduit pas à des succès diplomatiques. Depuis quelques semaines, sur les fronts turc, égyptien et africain, le Premier ministre Benjamin Netanyahu prouve que la sagesse se trompe.

Comment se fait-il que le chef d'un gouvernement battant en retraite dans la solution à deux Etats a mené une tournée triomphale en l'Afrique, a accueilli lors

d'une rencontre conviviale un ministre égyptien des Affaires étrangères pour la première fois en près d'une décennie et a renouvelé les liens complets avec la Turquie ?

Voici un aperçu de ce que signifient les succès diplomatiques de Netanyahu - et leurs limites. Oh, Bibi, Bibi, c'est un monde sauvage. Donald Trump, le candidat républicain pressenti, parle de se retirer du rôle prééminent de l'Amérique dans le monde. Bien qu'il soit absolument pro-israélien, Trump a suggéré qu'il pourrait faire payer Israël pour les milliards de l'aide militaire qu'il reçoit.

De même l'Europe, submergée par une crise des réfugiés, est de plus en plus insulaire et, pour la première fois depuis des décennies, fait face à la perspective de s'effondrer en tant que force politique commune, avec la sortie prévue de la Grande-Bretagne de l'Union européenne et d'autres pays envisagent des actions similaires.

Pendant ce temps, les appels à s'en prendre à Israël - ou à ses implantations - par des boycotts gagnent du terrain sur le Vieux Continent. « En Israël, il est largement reconnu que rien ne remplace l'alliance américano-israélienne. Elle demeure cruciale », selon Jonathan Schanzer, vice-président à la Foundation for Defense of Democracies, un groupe de réflexion mettant l'accent sur le Moyen-Orient.

« Il y a aussi une reconnaissance du fait que nous traversons une période de turbulences, et d'un point de vue diplomatique, il existe des moyens de contourner certains de ces défis. » Parmi eux : Renforcer les liens sécuritaires avec l'Égypte, revigorer les liens datant de plusieurs décennies en Afrique et réparer les liens avec la Turquie.

L'immensité de la péninsule du Sinaï, en Égypte, son positionnement stratégique

entre l'Asie et l'Afrique, et la nature poreuse de ses côtes de la mer Rouge et la mer Méditerranée ont été comme de l'herbe à chats pour des groupes terroristes comme al-Qaïda et l'État islamique. Cela pose un défi commun à Israël et l'Égypte, et a déjà contribué aux relations amicales entre ces deux pays ; Israël a été l'un des rares pays à célébrer le coup d'État de 2013 qui a renversé le gouvernement dirigé par les Frères musulmans et porté au pouvoir le président égyptien Abdel Fatah al-Sissi.

Ces derniers mois Israël a discrètement permis à l'armée égyptienne d'entrer à nouveau dans la péninsule, ce qui permet dans les faits à l'Égypte d'abroger l'un des principes, la démilitarisation, de l'Accord de paix de Camp David de 1979. Dans le même temps, l'Égypte a permis à Israël de cibler les terroristes avec des drones. « Vous avez une stratégie de lutte contre le terrorisme étroitement coordonnée dans le Sinaï », a dit Schanzer. « Vous avez le partage de renseignements, de plus en plus d'Israéliens opèrent dans le Sinaï. »

Cela aide à expliquer pourquoi al-Sissi était disposé à envoyer cette semaine en Israël son ministre des Affaires étrangères, Sameh Choukri, pour une visite de haut profil - réchauffant dans les faits une paix que les prédécesseurs de Sissi préféraient garder au frais. Un Sinaï sûr est le prix aux coups que Sissi savait qu'il allait endurer pendant la visite.

Les Français tentent d'engager des pourparlers de paix avec les Palestiniens sous un parapluie international. Les Palestiniens espèrent faire avancer la reconnaissance d'un État lors du lancement de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre. Et le président Barack Obama pourrait surprendre après les élections présidentielles, fixant les paramètres des États-Unis pour un arrangement de statut final. Toutes ces initiatives sont un anathème pour Netanyahu, qui favorise des négociations directes avec les Palestiniens, où Israël est en mesure d'exercer une plus grande influence....

Lire la [Suite](#)

ISRAËL SE TOURNE VERS L'AFRIQUE, ET DORE GOLD RENCONTRE LE PRÉSIDENT TCHADIEN

Raphael Ahren

Un haut diplomate israélien a rencontré la semaine dernière le président du Tchad, un pays à majorité musulmane qui n'a pas de relations diplomatiques avec Israël. Cette rencontre est un autre signe des relations grandissantes avec les pays africains à la suite du voyage du Premier ministre Benjamin Netanyahu sur le continent au début du mois.

Dore Gold, le directeur général du ministère des Affaires étrangères, a rencontré le président Idriss Déby le 14 juillet, au palais présidentiel de Fada, au cœur du désert saharien, a annoncé vendredi dans un communiqué le ministère des Affaires étrangères. L'annonce de cette rencontre suit le rétablissement en début de semaine des relations diplomatiques avec la République de Guinée, un pays largement musulman d'Afrique de l'Ouest.

La République du Tchad, en Afrique centrale, a rompu ses relations diplomatiques avec Jérusalem en 1972. La rencontre de Gold et Déby la semaine dernière ne signifie pas encore que les relations sont rétablies officiellement. « Nous voyons cette rencontre comme une étape importante de nos relations avec le Tchad », a déclaré vendredi au Times of Israël Emanuel Nahshon, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

« Le Tchad est un pays central du continent africain », est-il écrit dans le

communiqué du ministère des Affaires étrangères. « C'est un pays musulman arabophone qui affronte le terrorisme islamique radical et assume cette année la présidence tournante de l'Union africaine. » Les deux parties ont discuté de sujets qui suscitent un intérêt commun et de l'approfondissement de leur coopération bilatérale. Le Tchad compte 13,5 millions d'habitants, dont 55 % sont musulmans, et environ 40 % chrétiens.

Gold a signé mercredi une déclaration commune annonçant le renouvellement des relations diplomatiques avec la Guinée pendant une courte réunion avec le chef de cabinet de la présidence guinéenne, Ibrahim Khalil Kaba. Netanyahu a déclaré que la mise en place de relations diplomatiques avec toutes les nations africaines était un objectif stratégique de son gouvernement. Il s'est rendu en Afrique de l'Est il y a deux semaines.

Le Times of Israël a annoncé récemment que Netanyahu avait rencontré le président de Somalie, Hassan Shekh Mohamud, le premier contact à haut niveau de l'histoire des deux pays. La Somalie, un état majoritairement musulman membre de la Ligue arabe, n'a jamais reconnu l'Etat d'Israël. Pendant une conférence de presse commune le 7 juillet avec le Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn au Palais national d'Addis Abeba, Netanyahu avait déclaré qu'il était ravi de « la coopération que nous avons avec tant d'autres pays africains dans la consolidation pour une reconnaissance que tous les pays africains, tous sans exception, peuvent bénéficier d'une coopération renouvelée avec Israël. » S'adressant ce même jour au Parlement éthiopien, le Premier ministre s'était dit « fier d'annoncer qu'Israël revient en Afrique de manière importante... Je veux voir chaque pays africain représenté par une ambassade en Israël. »

Pendant son voyage historique en Ouganda, au Kenya, au Rwanda et en Ethiopie, la première visite d'un Premier ministre en 30 ans, Netanyahu avait annoncé l'intention de la Tanzanie d'ouvrir sa première ambassade à Tel Aviv. Il a également déclaré que les dirigeants de ses pays hôtes avaient promis publiquement de faire pression pour qu'Israël retrouve son statut d'observateur

au sein de l'Union africaine.

« A la fois pendant les visites et après, nous avons reçu des appels d'autres pays, dont certains avec qui nous n'avons pas de relations, disant qu'ils voulaient améliorer les relations », a déclaré Netanyahu pendant la réunion du cabinet du 10 juillet. « Ceci pour dire qu'il y a ici un certain processus qui avance vers l'amélioration et la normalisation de nos relations avec les pays africains. »

De nombreux pays d'Afrique subsaharienne à majorité musulmane, comme le Tchad, le Niger ou le Mali, ont rompu leurs relations avec Israël au début des années 1970. Mais selon un diplomate, ces pays font actuellement face à « une poussée de l'islam radical et pensent qu'Israël, avec son expérience et sa technologie dans le domaine de la lutte anti-terroriste pourra les aider. » Israël de son côté lorgne sur le potentiel d'expansion commerciale constitué par les pays africains : l'Afrique ne représente que 2 % du commerce extérieur israélien. L'Etat hébreu cherche aussi à s'assurer du soutien des pays africains dans les institutions internationales, où il fait l'objet de vives critiques liées à la situation en Cisjordanie.

QUE D'ERREURS HISTORIQUES COMMISES

PAR LES ARABES CONTRE ISRAËL !

Fred Maroun

Nous Arabes avons géré notre relation à Israël en dépit du bon sens ; le pire étant

aujourd'hui la situation faite aux Palestiniens. La plus monumentale de nos erreurs a été de ne pas accepter le plan de partition de l'ONU en 1947. Il ne faut pas déclarer la guerre si l'on n'est pas prêt à accepter les conséquences d'une éventuelle défaite. Contrairement à nous, les Juifs n'enferment pas les Arabes dans des camps. La Jordanie n'a intégré qu'une partie des réfugiés. Nous aurions pu saisir l'occasion de prouver au monde que les Arabes sont un grand et noble peuple. Au lieu de cela, nous prouvons - et continuons de prouver - que les haines qui nous divisent, et celle que nous portons aux Juifs, sont plus fortes que n'importe quel concept de prétendue solidarité arabe.

Ce texte est le premier d'une série de deux articles. La deuxième partie étudiera en détail comment nous, les Arabes, pourrions agir différemment. La relation que le monde arabe entretient avec Israël se caractérise par un patchwork de situations qui vont de l'hostilité à la paix froide en passant par une coopération limitée, le calme et la violence. Nous Arabes, avons géré notre relation à Israël en dépit du bon sens ; le pire étant la situation faite aujourd'hui aux Palestiniens.

La première de nos erreurs a duré des siècles, et a été commise bien avant la déclaration d'indépendance de l'Etat d'Israël en mai 1948. Nous avons refusé de traiter les Juifs en égaux. Comme le démontre Mark R. Cohen, spécialiste américain de l'histoire juive dans le monde musulman, « les Juifs ont, avec d'autres non-musulmans, partagé le statut de dhimmis [non-musulmans soumis à une taxe pour leur protection et qui pour être tolérés sur un sol islamique, acceptaient d'être régulés par une série de lois spécifiques] ... nul ne pouvait construire de nouveaux lieux de culte et les anciens ne devaient pas être réparés. En présence d'un musulman, le comportement des juifs devait être humble.

Dans leur pratique liturgique, ils devaient reconnaître et honorer la prééminence de l'islam. Ils devaient en outre se différencier des musulmans par leurs vêtements et renoncer à porter des signes honorifiques. Ils étaient évidemment exclus de toute fonction en rapport avec l'exercice d'un pouvoir ».

Le 1er Mars 1944, alors que les nazis massacraient six millions de Juifs, et bien avant qu'Israël ait déclaré son indépendance, Hadj Amin al-Husseini, Grand Mufti de Jérusalem, a déclaré à l'antenne de Radio Berlin, « Arabes, levez-vous comme un seul homme et combattez pour vos droits sacrés. Tuez les juifs partout où vous les trouverez. Cela plaît à Dieu, à l'Histoire et à la religion. Sauvez l'honneur ! Dieu est avec vous ».

Si nous n'avions pas commis cette erreur, deux conséquences bénéfiques auraient pu se produire. Les juifs auraient probablement continué de vivre nombreux au sein d'un Moyen-Orient musulman, et auraient joué un rôle d'accélérateur culturel plutôt que de partir dynamiser les sociétés où ils ont trouvé refuge, l'Europe et plus tard les États-Unis.

Deuxièmement, si les Juifs s'étaient sentis en sécurité et acceptés par les Arabes du Moyen-Orient, ils n'auraient probablement pas ressenti le besoin de créer un Etat indépendant, ce qui nous aurait épargnés bien des erreurs ultérieures.

La seconde et la pire de nos erreurs a été de ne pas accepter le plan de partition des Nations Unies de 1947. La résolution 181 des Nations Unies fournissait la base légale pour la création de deux Etats, un pour les juifs et l'autre pour les arabes, sur le territoire de ce qui fut la Palestine mandataire britannique.

Comme l'indique la BBC, cette résolution prévoyait : « Un Etat juif couvrant 56,47% de la Palestine mandataire (hors Jérusalem) et doté d'une population de 498.000 Juifs et 325.000 Arabes. A côté, un Etat arabe était institué sur 43,53% de la Palestine mandataire (hors Jérusalem), avec 807.000 habitants arabes et 10.000 habitants juifs. Une gouvernance internationale était prévue pour Jérusalem où la population était composée de 100.000 Juifs et 105.000 Arabes ».

Les juifs héritaient certes d'un territoire plus vaste, mais essentiellement

désertique avec le Néguev et la Arava. Le territoire arabe était certes plus petit mais regroupait l'essentiel des terres fertiles. En fait, le plan était à l'avantage des arabes pour deux raisons supplémentaires : Les juifs ne disposaient que d'une majorité relative sur le territoire qui leur était attribué, ce qui aurait donné à la minorité arabe une grande influence dans la gestion des institutions. Le territoire arabe était lui homogène au plan ethnique, les juifs étant trop minoritaires pour prétendre exercer une quelconque influence.

Chaque Etat se composait de trois morceaux plus ou moins bien connectés entre eux, ce qui générerait une forte interdépendance géographique. Si les deux Etats avaient décidé d'entretenir des relations cordiales, ils auraient fini par former une fédération ou les arabes auraient été majoritaires.

Plutôt que d'accepter ce cadeau, nous les arabes avons décidé que l'existence d'un Etat juif était intolérable. En mai 1948, Azzam Pacha, Secrétaire général de la Ligue arabe, a rejeté la partition et annoncé « une guerre d'extermination, un massacre mémorable, qu'on comparera plus tard aux massacres perpétrés par les mongols ou contre les croisés ». La guerre destinée à tuer dans l'œuf le tout jeune Etat juif a été lancée... et perdue. Résultat, nous avons eu à la place un Etat juif beaucoup plus fort :

La majorité juive d'Israël a augmenté de façon spectaculaire à la suite d'un échange massif de populations. En grand nombre, les arabes ont fui la guerre avec Israël tandis que de nombreux juifs, contraints de quitter leur patrie arabe, ont rejoint le nouvel Etat juif.

Les Juifs ont élargi leur territoire en prenant le contrôle d'une partie des terres précédemment allouées à l'Etat arabe. Et l'Etat d'Israël a été redéfini par des lignes d'armistice (appelées aujourd'hui ligne verte ou frontières d'avant 1967). L'Etat juif est aussi devenu plus homogène au plan géographique, alors que les parties arabes (Gaza et Cisjordanie) sont distantes l'une de l'autre de presque 50

kilomètres.

Moralité : il ne faut pas déclarer la guerre si on n'est pas prêt à gérer les conséquences d'une éventuelle défaite.

En mai 1948, Azzam Pacha, Secrétaire général de la Ligue arabe, a rejeté la partition et annoncé « une guerre d'extermination, un massacre mémorable, qu'on comparera plus tard aux massacres perpétrés par les mongols ou contre les croisés ».

Après la guerre d'indépendance (du nom que les juifs ont donné à la guerre de 1947/1948), Israël s'est retrouvé confiné à l'intérieur de la ligne verte sans aucune autorité - ni prétention - sur Gaza et la Cisjordanie. Si nous, Arabes, avions à ce moment-là choisi de faire la paix avec Israël, deux options s'offraient à nous :

Nous aurions pu incorporer Gaza à l'Égypte, et la Cisjordanie à la Jordanie, fournissant aux Palestiniens une citoyenneté au sein de l'un ou l'autre de ces deux pays arabes, chacun plus puissant qu'Israël tant au plan démographique que géographique.

Nous aurions pu créer un nouvel État à Gaza et en Cisjordanie. Au lieu de cela, nous avons opté pour la poursuite des hostilités. Au printemps 1967, nous avons formé une coalition pour attaquer Israël. Le 20 mai 1967, le ministre de la défense syrien Hafez Assad a déclaré : « Le temps de l'annihilation est venu ». Le 27 mai 1967, le Président Abdel Nasser a déclaré , « Notre objectif fondamental est la destruction d'Israël ». Six jours seulement ont été nécessaires à Israël pour nous vaincre et nous humilier à la face du monde. Nos pertes en territoires ont été encore plus importantes, y compris la bande de Gaza et la Cisjordanie.

Après la guerre de 1967 (que les Juifs appellent la guerre des Six Jours), Israël a

proposé de restituer les terres en échange de la paix, nous offrant ainsi une chance de corriger l'erreur de la guerre des Six Jours. Nous avons répondu avec les résolutions de Khartoum : « Pas de paix avec Israël, pas de reconnaissance d'Israël, et pas de négociations avec Israël ».

Faute d'avoir tiré les leçons de 1967, nous avons formé une nouvelle coalition en Octobre 1973. Cette troisième tentative de détruire Israël a commencé par des gains préliminaires mais le vent a tourné et nous avons perdu la guerre à nouveau. A la suite de cette troisième défaite humiliante, la coalition contre Israël s'est rompue, l'Egypte et la Jordanie ayant décidé de signer la paix avec Israël.

Les autres pays arabes sont demeurés obstinément hostiles à l'existence d'Israël, y compris la Syrie qui, à l'instar de l'Egypte et de la Jordanie, a perdu une portion significative de son territoire en 1967. Aujourd'hui encore, Israël contrôle le Golan et aucune perspective d'une éventuelle rétrocession à la Syrie ne se profile. « Israël ne rendra jamais les hauteurs du Golan » a récemment déclaré le premier ministre d'Israël.

La plus répréhensible et la plus tragique de nos erreurs demeure le traitement que nous Arabes avons infligé aux Palestiniens depuis la déclaration d'indépendance d'Israël. Les Israéliens ont fait le choix d'accueillir les réfugiés juifs des pays arabes et musulmans sans se poser la question du coût, ni se laisser rebuter par les difficultés d'assimilation de personnes en provenance de cultures et d'horizons aussi différentes que l'Ethiopie, l'Inde, le Maroc, le Brésil, l'Iran, l'Ukraine et la Russie. En agissant ainsi, ils ont fait la preuve du lien puissant qui unit les Juifs les uns aux autres. Sur la même période, nous avons eu l'occasion de montrer qu'un lien unit tous les Arabes, mais au lieu d'accueillir les réfugiés arabes de la guerre 1947-1948, nous les avons confinés dans des camps et multiplié les contraintes sur leur vie quotidienne.

Au Liban, comme l'a rapporté Amnesty International, « les Palestiniens continuent

de souffrir de discriminations qui les marginalisent sur le marché du travail, maintiennent un niveau élevé de chômage, tirent les salaires vers le bas sans parler des mauvaises conditions de travail. Bien que les autorités libanaises aient récemment levé les interdictions à l'exercice de 50 professions (sur 70 métiers initialement protégés), les Palestiniens sont toujours en butte aux mêmes obstacles sur le marché de l'emploi. La difficulté de trouver un emploi correspondant à ses compétences conduit un nombre élevé d'élèves palestiniens à quitter l'école d'autant que l'accès au secondaire leur est également limité. La pauvreté qui en résulte est exacerbée par un accès limité aux services sociaux ».

Le Liban et la Syrie n'ont pas intégré ces réfugiés qui vivaient auparavant à quelques kilomètres des frontières de leurs pays et dont ils partageaient la culture, la langue et la religion. La Jordanie a intégré une partie des réfugiés, mais pas tous. Nous aurions pu saisir l'occasion de prouver au monde que les arabes sont un grand et noble peuple. Au lieu de cela, nous prouvons - et continuons de prouver - que les haines qui nous divisent, ainsi que celle que nous portons aux juifs, sont plus fortes que n'importe quel concept de prétendue solidarité arabe. Il est honteux de constater que sept décennies après la fuite des premiers réfugiés palestiniens, leurs descendants sont toujours étiquetés du statut de réfugiés.

Le pire est que même en Cisjordanie et à Gaza, la distinction entre réfugiés palestiniens et Palestiniens autochtones se poursuit. Selon les statistiques 2010 établies par le Palestinian Refugee Research Net de l'Université McGill, 37% des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza vivent dans des camps ! Gaza a huit camps de réfugiés palestiniens, et la Cisjordanie en a dix-neuf . Les Juifs n'ont pas enfermé les Arabes dans des camps, nous nous l'avons fait. Le président palestinien Mahmoud Abbas revendique un Etat en Cisjordanie et Gaza, mais comment le prendre au sérieux quand il maintient dans des camps les réfugiés palestiniens qui dépendent de son autorité et n'entreprend pas les intégrer aux autres Palestiniens. Le ridicule de la situation n'a d'égal que sa dureté.

La somme de nos erreurs fait que toute relation avec Israël est aujourd'hui dans l'impasse. La seule force de nos économies repose sur le pétrole, une ressource

périssable et dont la valeur diminue en raison des nouvelles capacités d'extraction du pétrole de schiste. Nous n'avons pas assez préparé l'avenir, alors que le besoin de créativité et de productivité se fait sentir. Selon Foreign Policy Magazine, « les gouvernements arabes savent depuis longtemps qu'ils doivent rompre avec leur dépendance excessive aux hydrocarbures, mais aucun tournant significatif n'a été entrepris. ... Même l'économie des Emirats Arabes Unis, l'une des plus diversifiées, est fondamentalement dépendante des exportations de brut ».

En 2015, Business Insider a classé Israël au troisième rang des pays les plus innovants de la planète. Tous les pays du monde profitent de la créativité d'Israël, y compris des pays aussi éloignés et avancés que le Japon. Mais nous, nous continuons de snober Israël, un centre d'innovation de classe mondiale situé à notre porte.

Nous nous sommes donc également privés du génie militaire d'Israël qui pourrait nous aider à combattre des ennemis aussi dévastateurs que l'Etat islamique.

Le pire demeure que notre propre peuple, les Palestiniens, sont aujourd'hui dispersés - divisés, désabusés, et tout à fait incapables de relancer un projet national que nous avons dérobé sous leurs pieds en 1948 et que nous avons depuis défiguré au point de le rendre méconnaissable. Dire que nous devons modifier notre approche d'Israël est un euphémisme. Nous devons trouver le courage et la force morale d'opérer des mutations sur nous-mêmes par nous-mêmes. Les Juifs ne placent pas les Arabes dans les camps, nous oui.

Nous souhaitons à nos lecteurs Shabbat Shalom!

Le « Communiqué Isranet » est également disponible via courriel.

Invitez vos collègues, amis et votre parenté à visiter notre site web pour plus d'informations sur notre *Institut Canadien de Recherches sur le Judaïsme*. Pour vous joindre à notre liste de distribution, ou pour vous désabonner, visitez-nous au <http://www.isranet.org/>.

L'hebdomadaire « Communiqué Isranet » est un service d'ICRJ. Nous espérons qu'il vous sera utile et que vous encouragerez notre travail pédagogique en envoyant une contribution quelconque — déductible d'impôt — [s'il vous plaît envoyez une information chèque ou VISA / MasterCard pour ICRJ (voir page de couverture pour l'adresse)]. Tous les dons comprennent une adhésion-abonnement à notre revue trimestrielle imprimée respecté ISRAFAX, qui sera envoyée à votre domicile.

Le « Communiqué Isranet » tente de transmettre une grande variété d'opinions sur Israël, le Proche-Orient et le monde juif à des fins d'enseignement et de recherche. Les articles reproduits et documents expriment les opinions de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'*Institut Canadien de Recherches sur le Judaïsme*.